

Bilan actif

ACTIF (montants en K€uros)	Note	MONTANTS 31/12/2019	MONTANTS 31/12/2018	Variation
Ecart d'acquisition nets	5.1.1.	32 694	31 925	768
Immobilisations incorporelles nettes	5.1.2.	1 057	1 168	-111
Immobilisations corporelles nettes	5.1.3.	7 089	619	6 470
Autres actifs non courants	5.1.4.	1 157	1 152	5
Actifs d'impôts différés	7.5.	468	221	247
Total des Actifs non courants		42 466	35 086	7 380
Clients et comptes rattachés	5.2.1.	47 050	48 636	-1 586
Autres créances	5.2.1.	17 473	20 787	-3 313
Actifs financiers courants		0	0	0
Trésorerie		8 767	9 559	-792
Total des Actifs courants		73 290	78 982	-5 692
Actifs en vue d'être cédés		0	0	0
TOTAL DE L'ACTIF		115 756	114 068	1 688

Bilan Passif

PASSIF (montants en K€uros)		MONTANTS 31/12/2019	MONTANTS 31/12/2018	Variation
Capital social		5 083	5 083	0
Réserves consolidées		39 000	34 284	4 716
Résultat de l'exercice		4 802	7 193	-2 391
Capitaux propres - part du groupe		48 885	46 560	2 325
Intérêts minoritaires		845	843	2
Total des Capitaux Propres		49 730	47 403	2 327
Provisions non courantes	6.1.1.	977	459	518
Passifs d'impôts différés	7.5.	63	71	-8
Emprunts et dettes financières	6.1.2.	6 628	4 833	1 795
Total des Passifs non courants		7 668	5 363	2 305
Provisions courantes	6.2.1.	403	420	-17
Emprunts et dettes financières	6.1.2.	12 427	13 256	-828
Fournisseurs et comptes rattachés	6.2.2.	4 643	4 778	-135
Dettes fiscales et sociales	6.2.2.	38 092	42 279	-4 187
Autres dettes	6.2.2.	2 793	570	2 223
Total des Passifs courants		58 359	61 303	-2 944
TOTAL DU PASSIF		115 756	114 068	1 688

Compte de résultat

En K€uros	Note	MONTANTS	MONTANTS
		31/12/2019	31/12/2018
Chiffres d'affaires	7.1	232 161	230 161
Charges de personnel	7.2	-208 740	-205 791
Charges externes		-9 516	-11 540
Impôts et taxes	7.3	-3 013	-3 622
Dotations nettes aux provisions et pertes de valeur		0	-1
Autres charges d'exploitation nettes des produits		1 363	1 986
Résultat opérationnel courant		12 254	11 193
Amortissements		-2 316	-385
Résultat opérationnel		9 938	10 808
Coût de l'endettement financier net	7.4	-325	-520
Résultat avant impôts		9 613	10 287
Charges d'impôt sur le résultat (y compris CVAE)	7.5	-4 750	-2 967
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession		4 864	7 320
dont attribuable aux actionnaires ordinaires de la société mère		4 802	7 193
dont attribuable aux intérêts minoritaires		62	127
Résultat net par action en €uros		1,89	2,83
Résultat dilué par action en €uros		1,89	2,83
Nombre d'actions		2 541 490	2 541 490
RESULTAT NET		4 864	7 320
Autres éléments du résultat global de la période		71	127
RESULTAT GLOBAL DE LA PERIODE		4 935	7 447
dont attribuable aux actionnaires ordinaires de la société mère		4 851	7 315
dont attribuable aux intérêts minoritaires		83	132

Tableau de flux de trésorerie

Rubriques (en K€uros)	31/12/2019	31/12/2018
Résultat net consolidé	4 864	7 320
+/- Dotations nettes aux amort. Et prov.	2 670	384
+/- Autres produits et charges calculés		
+/- Plus et moins values de cession	0	0
	7 534	7 704
+ Coût de l'endettement financier net	325	521
+/- charge d'impôt (y compris impôts différés)	-216	0
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endet.	7 642	8 225
- impôt versé	0	0
+/- variation du B.F.R. lié à l'activité	3 128	-480
+/- Autres flux générés par l'activité	0	0
= FLUX NET DE TRESORERIE GENERALE PAR L'ACTIVITE (D)	10 770	7 745
- décaissements liés aux acquisitions d'immob. Corp. Et incorp.	-924	-194
+ Encaissements liés aux remboursements de prêts	11	33
+/- Coût nets des regroupements d'entreprises	0	-1 923
+ dettes envers les cédants des entreprises acquises	0	0
+/- incidence des variations de périmètre	-807	0
+/- Variation taux de change	158	-172
+/- décaissements nets s/acquis	0	0
= FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INV.(E)	-1 562	-2 256
- dividendes versés au cours de l'exercice	-2 607	-1 558
+ sommes reçues des actionnaires lors d'augment.		
- Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice		
+ Encaissements liés aux nouveaux emprunts	709	3 406
- Remboursements d'emprunts	-4 815	-2 129
- Intérêts financiers nets versés	-325	-521
+/- Variation des encours liée aux factor	-3 989	-2 324
+/- Variation des comptes courants	1 026	607
+/- Autres variations financières	0	13
= FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINAN.(F)	-10 000	-2 506
= VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE H=(D+E+F)	-792	2 983
TRESORERIE D'OUVERTURE	9 559	6 576
TRESORERIE DE CLOTURE	8 767	9 559
dont trésorerie et équivalent de trésorerie	8 767	9 559
dont découverts bancaires	0	0

Variation des capitaux propres consolidés

en €	Nombre d'actions	Capital	Résultat non distribué	Part du groupe	Part hors groupe	Capitaux propres
Capitaux Propres IFRS au 31/12/2017	2 541 490	5 082 980	35 686 664	40 769 644	743 895	41 513 539
Dividendes versés			-1 524 894	-1 524 894	- 33 171	-1 558 065
Résultat net de l'exercice 2018			7 193 277	7 193 277	126 572	7 319 849
Autres éléments du résultat global			121 848	121 848	5 354	127 202
Capitaux Propres IFRS au 31/12/2018	2 541 490	5 082 980	41 476 895	46 559 875	842 650	47 402 525
Dividendes versés			-2 526 150	-2 526 150	-81 281	-2 607 431
Résultat net de l'exercice 2019			4 802 251	4 802 251	61 525	4 863 776
Autres éléments du résultat global			48 872	48 872	21 938	70 810
Capitaux Propres IFRS au 31/12/2019	2 541 490	5 082 980	43 801 868	48 884 848	844 832	49 729 680

La totalité du capital social a été souscrit et libéré. Le montant nominal d'une action s'élève à 2€.

Les réserves consolidées au 31 décembre 2019 se décomposent comme suit :

- ✓ Réserve légale 508 K€
- ✓ Autres réserves et résultats cumulés 38 492 K€

En 2019, le Groupe a versé un dividende de 1 € par action.

GROUPE DLSI

I ANNEXE

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2019 Etablie selon les normes IFRS

1. Remarque liminaire

Les comptes du Groupe DLSI au 31 décembre 2019 ont été arrêtés par le Directoire le 15 avril 2020. Ces comptes ne seront définitifs qu'à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra le 19 juin 2020.

Le Groupe DLSI offre des services diversifiés dont le cœur de métier est le travail temporaire. DLSI ("la Société") est une entreprise domiciliée en France.

Nom de la société mère :	D L S I
Siège social :	Avenue Jean Eric Bousch 57600 FORBACH
Forme juridique :	S A à directoire et conseil de surveillance
SIREN :	389 486 754

La monnaie de présentation des comptes consolidés est l'euro.

Toutes les entreprises incluses dans le périmètre de consolidation ont établi leurs comptes sociaux annuels à la date du 31 décembre 2019.

2. Base de préparation des états financiers

2.1 Déclaration de conformité

Les états financiers groupe sont établis conformément aux normes IFRS (International Financial Reporting Standards) telles que publiées par l'IASB (International Accounting Standards Board) et les interprétations IFRIC, telles qu'adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2019.

Ces normes sont disponibles sur le site Internet de l'Union européenne à l'adresse :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

Les principes comptables retenus pour la préparation des états financiers au 31 décembre 2019 sont identiques à ceux appliqués pour la préparation des comptes consolidés au 31 décembre 2018. Ces nouveaux textes n'ont pas d'incidence significative sur les comptes consolidés.

Normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union Européenne et d'application obligatoires aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2019.

Les normes, amendements de normes et interprétations d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2019 et non appliqués par anticipation sont les suivants :

- IFRS 16 – Contrats de location (publié en janvier 2016). Cette norme remplace la norme IAS 17 ainsi que les interprétations correspondantes IFRIC 4, SIC15 et SIC 27 ;
- IFRIC 23 - Incertitude relative aux traitements fiscaux (publié en juin 2017). Cette interprétation adoptée par l'Europe le 23 octobre 2018 clarifie l'application des dispositions d'IAS 12 "Impôts sur le résultat"

concernant la comptabilisation et l'évaluation, lorsqu'une incertitude existe sur le traitement de l'impôt sur le résultat.

- Amendements IAS 28 – Intérêts à long terme dans des entreprises associées et des coentreprises. Ces amendements ont été homologués par le règlement de l'Union Européenne du 8 février 2019;
- Amendements au titre des améliorations annuelles des IFRS cycle 2015-2017 (publiées en décembre 2017). Ces amendements ont été adoptés par l'UE par le règlement du 14 mars 2019;
- Amendements IAS 19 intitulés Modification, réduction ou liquidation d'un régime (publié en février 2018). Ces amendements ont été homologués par l'UE le 13 mars 2019;
- Amendements à IFRS 9 – clauses de remboursement anticipé prévoyant une compensation négative (publié en octobre 2017). Ces amendements ont été homologués par l'UE le 22 mars 2018.

L'analyse des impacts de la norme IFRS 16 sur les comptes consolidés du Groupe au 1er janvier 2019 est présentée en note 6.1.3.

S'agissant des autres textes mentionnés ci-avant, ils n'ont pas d'incidence significative sur les comptes consolidés du Groupe.

Normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union Européenne et d'application obligatoires aux exercices ouverts après le 1er janvier 2019 et non anticipés par le Groupe DLSI.

Le Groupe n'applique pas les textes suivants lesquels ne sont pas applicables de manière obligatoire en 2019 :

- Amendements au cadre conceptuel IFRS (publiés en mars 2018). Ces amendements devraient être d'application obligatoire au 1er janvier 2020 sous réserve de son adoption par l'Europe;
- Amendements à IFRS 3 – Regroupements d'entreprise, définition d'un "business" (publié en octobre 2018). Ces amendements visent à clarifier le guide d'application afin d'aider les parties prenantes à faire la différence entre une entreprise et un groupe d'actifs. Ils devraient être d'application obligatoire au 1er janvier 2020 sous réserve de son adoption par l'Europe;
- Amendements à la norme IAS 1 et IAS 8 : définition de la matérialité (publié en octobre 2018). Ces amendements devraient être d'application obligatoire au 1er janvier 2020 sous réserve de leur adoption par l'Europe.

2.2 Impacts liés à la première application des normes IFRS 16

Les impacts liés à la première application des normes IFRS 16 sont présentés ci-après :

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2018 publié	IFRS 16	Au 1/01/2019
Actifs non courants	35 086	7 224	42 310
Actifs courants	78 982	0	78 982
Total des actifs	114 068	7 224	121 292

(en milliers d'euros)	Au 31/12/2018 publié	IFRS 16	Au 1/01/2019
Capitaux propres - part du Groupe	46 560	0	46 560
Intérêts minoritaires	843	0	843
Total des capitaux propres	47 403	0	47 403
Passifs non courants	5 362	5 415	10 777
Passifs courants	61 303	1 809	63 112
Total des capitaux propres et passifs	114 068	7 224	121 292

Le Groupe a procédé à l'analyse de l'ensemble des contrats de location et les impacts de la nouvelle norme IFRS 16 sont relativement limités. Pour cette raison, le Groupe a décidé d'appliquer la norme IFRS 16 selon la méthode rétrospective dite "modifiée", c'est-à-dire en comptabilisant l'effet cumulatif de l'application initiale de la norme à la date de première application soit le 1^{er} janvier 2019.

L'impact de l'application de cette norme telle que décrit ci-après porte sur les contrats pour lesquels le Groupe est preneur, les effets de l'application de la norme étant limités pour les contrats de location où le Groupe est Bailleur. Les contrats retraités sont principalement des contrats de location immobilière et des véhicules.

Les impacts de la première application d'IFRS 16 sur le bilan d'ouverture sont :

- une augmentation des immobilisations corporelles (principalement via la constatation d'un droit d'utilisation) d'un montant de 7 224 099 d'euros (soit moins de 19 % des actifs non courants du Groupe au 31 décembre 2019)
- et, la constatation d'un passif de location d'un montant de 7 224 099 euros (soit moins de 41 % des emprunts et dettes financières du Groupe au 31 décembre 2019). En ce qui concerne l'impact au compte de résultat au 31 décembre 2019, l'application d'IFRS 16 a conduit à :
- une amélioration de l'EBITDA Groupe de 1 846 milliers d'euros (annulation des loyers inclus dans les "services et charges externes") ;
- l'enregistrement d'un amortissement des droits d'utilisation de 1 798 milliers d'euros et,
- des charges financières pour 47 milliers d'euros.

Les nouveaux contrats de location retraités entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2019 ont eu pour effet d'accroître les investissements de 779 milliers d'euros et d'augmenter les passifs financiers du même montant.

Au 1^{er} janvier 2019 les écritures de retraitement IFRS 16 n'apparaissent pas dans le tableau de flux de trésorerie puisqu'elles n'ont aucun effet sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie. S'agissant du remboursement du principal de la dette des loyers comptabilisée et du paiement des intérêts relatifs à cette dette, les flux sont classés en flux de financement sur une ligne séparée.

Le loyer des actifs en location de faible valeur ou des contrats ayant une durée inférieure ou égale à 1 an non retraités par le Groupe conformément aux mesures de simplification de la norme s'élève à environ 20 milliers d'euros au 31 décembre 2019.

Le rapprochement des obligations locatives à la date de transition avec les engagements hors bilan au 31 décembre 2018 se décompose comme suit :

(en milliers d'euros)

Engagements donnés au titre des contrats de location simple au 31 décembre 2018	3 525
Effets liés à des décalages de date de mise à disposition	3 650
Autres effets (dont effet de l'actualisation)	-51
Obligations locatives au 1er janvier 2019 après la première application d'IFRS 16	7 224

Les informations requises par la norme IFRS 16 sont mentionnées plus en détail dans la note 6.1.3.

3. COMPARABILITE DES EXERCICES

3.1. FAITS MARQUANTS DE LA PERIODE

Dans un contexte économique dynamique, le chiffre d'affaires du groupe DLSI a augmenté de 1 % par rapport à 2018 démontrant ainsi notre capacité d'adaptation.

3.2. EVOLUTION DU PERIMETRE

La société PEMSA a acquis 100 % des titres de la société MBT avec effet au 07 aout 2019. Par conséquent, seul le résultat allant du 01/08/2019 au 31 décembre 2019 de la sté MBT a été intégré dans les comptes consolidés. Cette société a contribué au chiffre d'affaires du groupe à hauteur de 1,4 M€.

Conformément à la norme IFRS 3 "Regroupements d'Entreprises", le Groupe a procédé à l'évaluation de la juste valeur des actifs et passifs des entreprises acquises à la date d'acquisition. Les résultats de l'exercice d'allocation du coût d'acquisition se présentent ainsi :

Entité	MBT
Date d'acquisition	07/08/2019
	en KCHF
Clientèle	132
Immobilisations corporelles	41
Clients et comptes rattachés	220
Autres créances et charges constatées d'avance	80
Trésorerie et équivalent de trésorerie	1 143
Emprunts et dettes financières	-57
Fournisseurs et comptes rattachés	-152
Autres dettes et produits constatés d'avance	-462
Passif d'impôt différé	-79
Comptes courants vendeur	-479
Autres actifs nets	376
Impôts courants	-45
Juste valeur des actifs nets identifiables	718
Quote part détenue dans la JV des actifs nets identifiables	718
Coût d'acquisition	1500
Goodwill	782
Soit Goodwill en Euros	715

4. Principes et méthodes comptables

Les états financiers sont principalement basés sur le coût historique, à l'exception des instruments financiers dérivés, des actifs détenus à des fins de transaction et des actifs désignés comme étant disponibles à la vente dont la comptabilisation suit le modèle de la juste valeur.

La préparation des états financiers nécessite de la part de la Direction, l'exercice du jugement, l'utilisation d'estimations et d'hypothèses qui ont un impact sur les montants d'actif et de passif à la clôture ainsi que sur les éléments de résultat de la période. Ces estimations tiennent compte de données économiques susceptibles de variations dans le temps et comportent des aléas. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables aux vues des circonstances notamment relatives à la crise économique et financière actuelle. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenus directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de façon continue. L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement s'il n'affecte que cette période ou au cours de la période du changement et des périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par le changement.

Elles concernent principalement les tests de valeurs sur les actifs courants et non courants (IAS 36 – notes 4.3.2), et les provisions courantes et non courantes.

Les méthodes comptables exposées ci-dessous ont été appliquées d'une façon permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers consolidés.

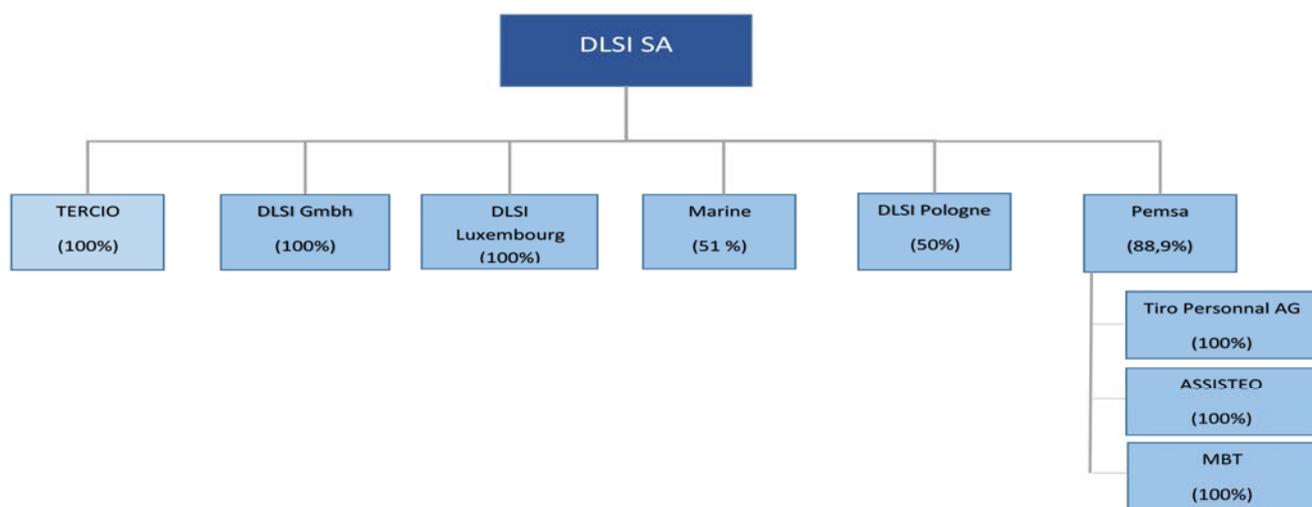
4.1. Méthodes de consolidation

Les états financiers des sociétés dans lesquelles DLSI S.A. ou ses filiales exercent directement ou indirectement un contrôle sont consolidés suivant la méthode de l'intégration globale. Le contrôle existe lorsque la société détient le pouvoir de diriger, directement ou indirectement, les politiques financières et opérationnelles de la société de manière à obtenir des avantages de ses activités.

Le contrôle est présumé exister si DLSI S.A. détient plus de la moitié des droits de vote de l'entreprise contrôlée. Les états financiers des sociétés contrôlées sont inclus dans les états financiers consolidés du Groupe à compter de la date du transfert du contrôle effectif jusqu'à la date où le contrôle cesse d'exister.

Les sociétés consolidées par le Groupe ont établi leurs comptes aux 31 décembre 2018 et 2019, selon les règles et méthodes comptables appliquées par le Groupe. Les transactions réalisées entre les sociétés consolidées, ainsi que les profits internes sont éliminés.

Au 31 décembre 2019, le périmètre de consolidation est constitué des sociétés suivantes :



Sociétés	Siège social	Date d'acquisition	% de détention	Nature Juridique juridique	Méthode de consolidation de consolidation
DLSI SA	FORBACH	Société mère	Société mère	SA	Intégration globale
DLSI Luxembourg SA	ESCH S/ ALZETTE	A	100	SA	Intégration globale
DLSI GmbH	KLEINBLIEDERSTROFF	A	100	SARL	Intégration globale
PEMSA SA	LUTRY (SUISSE)	01/07/2007	88,9	SA	Intégration globale
ASSISTEO SA	LAUSANNE (SUISSE)	01/09/2016	88,9	SA	Intégration globale
TIRO Personal AG	ZURICH (SUISSE)	30/06/2017	88,9	AG	Intégration globale
MBT	ZURICH (SUISSE)	07/08/2019	88,9	AG	Intégration globale
MARINE Intérim	FORBACH	01/02/2008	51	SAS	Intégration globale
DLSI POLSKA	GLIWICE (POLOGNE)	01/07/2008	50	SARL	Intégration globale
TERCIO	FORBACH	01/07/2011	100	SAS	Intégration globale

4.2. Date de clôture

Toutes les sociétés consolidées ont un exercice social de 12 mois et clôturent le 31 décembre.

4.3. Méthodes d'évaluation

4.3.1. Goodwill

Les goodwill résultant de regroupements d'entreprises représentent les paiements effectués par le groupe lors de l'acquisition d'une agence ou d'un groupe d'agences ou des titres d'une société exploitant une ou plusieurs agences en prévision d'avantages économiques futurs générés par des actifs qui ne peuvent pas être identifiés individuellement et comptabilisés séparément.

Jusqu'au 1^{er} janvier 2010, les goodwill étaient calculés par différence entre le coût d'acquisition, majoré des coûts directement attribuables à l'acquisition et la part du groupe dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité acquise à la date d'acquisition.

Pour les acquisitions postérieures au 1^{er} janvier 2010, les goodwill sont calculés par différence entre le coût d'acquisition, c'est-à-dire la considération transférée au vendeur, incluant la juste valeur des paiements conditionnels, et la part du groupe dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables de l'entité acquise à la date d'acquisition.

L'écart d'acquisition est évalué à son coût, diminué du cumul des pertes de valeur. L'écart d'acquisition est affecté à des unités génératrices de trésorerie et n'est pas amorti mais fait l'objet d'un test de dépréciation (cf. « Dépréciations d'actifs »).

4.3.2 Dépréciations d'actifs

Les valeurs comptables des actifs du Groupe, autres que les stocks et les actifs d'impôt différé, sont examinées à chaque date de clôture afin d'apprécier s'il existe un quelconque indicateur qu'un actif a subi une perte potentielle de valeur. S'il existe un tel indicateur, le groupe procède à une estimation de la valeur recouvrable de l'actif.

Pour les écarts d'acquisition et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée, la valeur recouvrable est estimée à chaque date de clôture.

Lorsque les actifs testés ne génèrent pas de flux de trésorerie indépendants, le plus petit groupe d'actifs incluant l'actif testé qui génère des flux de trésorerie indépendants est alors testé (unité génératrice de trésorerie).

Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif ou de son unité génératrice de trésorerie est supérieure à sa valeur recouvrable, la plus élevée de la valeur d'utilité et de la juste valeur diminuée des coûts de la vente. La valeur d'utilité de l'unité génératrice de trésorerie est déterminée sur la base d'une actualisation des flux de trésorerie générés par l'unité génératrice de trésorerie. Ces flux de trésorerie ont été déterminés sur les bases suivantes :

- le prévisionnel 2020, année de référence, établi par les commerciaux et validé par la direction ;
- le résultat de l'agence sur les années passées pour estimer le pourcentage de rendement à venir ; une actualisation de 10,00% et une progression du chiffre d'affaires estimée pour les années suivant l'année de référence. Au-delà de 2023, le Groupe a appliqué un taux d'inflation de 1.5% aux projections de flux de trésorerie.

Les tests de perte de valeur sont effectués au niveau de chaque unité génératrice de trésorerie. Ces derniers ont été alignés sur les agences ou des regroupements d'agences par zone géographique.

Les pertes de valeur sont comptabilisées dans le compte de résultat. Une perte de valeur comptabilisée au titre d'une unité génératrice de trésorerie est affectée d'abord à la réduction de la valeur comptable de tout écart d'acquisition affecté à l'unité génératrice de trésorerie, puis à la réduction de la valeur comptable des autres actifs de l'unité au prorata de la valeur comptable de chaque actif de l'unité.

Les tests de dépréciation réalisés à fin 2019 intègrent une hypothèse d'augmentation de l'activité globale en 2020 de l'ordre de 6.4 %.

Sur la base des tests de dépréciation effectués à fin 2019, aucune unité génératrice de trésorerie ne nécessite de dépréciation de ses actifs. Une augmentation de 0,5 % du taux d'actualisation ne nécessiterait pas de comptabiliser une dépréciation.

4.3.3. Immobilisations incorporelles

Les logiciels sont enregistrés à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition augmenté des coûts directement attribuables à la préparation de l'actif en vue de son utilisation prévue. Un amortissement est constaté sur les logiciels selon le mode linéaire et sur une durée n'excédant pas 3 ans.

Les immobilisations incorporelles comprennent également la clientèle acquise, amortie selon le mode linéaire et sur une durée n'excédant pas 7 ans.

4.3.4. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont enregistrées à l'actif du bilan selon les principes comptables suivants :

- comptabilisation à leur valeur d'acquisition (coût d'acquisition augmenté des coûts directement attribuables à la préparation de l'actif en vue de son utilisation prévue)
- amortissement calculé selon la méthode linéaire, fondée sur la durée estimée d'utilisation des différentes catégories d'immobilisations.

Les coûts ultérieurs sont inclus dans la valeur comptable de l'actif ou, le cas échéant, comptabilisés comme un actif séparé s'il est probable que des avantages économiques futurs associés à l'actif iront au groupe et que le coût de l'actif peut être mesuré de façon fiable. Tous les frais de réparation et de maintenance sont comptabilisés au compte de résultat au cours de la période durant laquelle ils sont encourus.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés selon le mode linéaire en fonction de la durée de vie d'utilité :

- | | |
|---|----------------|
| - Agencements et aménagements_____ | 10 ans |
| - Matériel de bureau et informatique_____ | 3 ans et 5 ans |
| - Mobilier de bureau_____ | 10 ans |

Les coûts d'emprunt directement attribuable à un actif éligible sont comptabilisés en tant que composant du coût de l'actif.

4.3.5 Actifs financiers courants et non courants

Les actifs financiers sont comptabilisés à la date de transaction pour leur juste valeur majorée des coûts de transaction directement imputables à l'acquisition des actifs financiers (sauf pour la catégorie des actifs financiers évalués à leur juste valeur par le biais du compte de résultat).

Les actifs financiers sont sortis du bilan dès lors que les droits à des flux futurs de trésorerie ont expiré ou ont été transférés à un tiers, que le Groupe a transféré l'essentiel des risques et avantages et qu'il n'a pas conservé le contrôle de ces actifs.

A la date de comptabilisation initiale le Groupe détermine, en fonction de la finalité de l'acquisition, la classification de l'actif financier dans l'une des quatre catégories prévues. A fin 2019, le Groupe a des actifs financiers relevant des catégories "Actifs financiers en juste valeur par le biais du compte de résultat" et "Prêts et Créances".

4.3.5.1 Actifs financiers en juste valeur par le biais du compte de résultat

La catégorie des actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat comprend, d'une part les actifs financiers détenus à des fins de transaction, et d'autre part des actifs financiers désignés, lors de leur comptabilisation initiale, comme des actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat. Les actifs financiers sont considérés comme détenus à des fins de transaction s'ils sont acquis en vue d'être revendus à court terme.

Il s'agit pour le Groupe de la trésorerie qui comprend les disponibilités. Les découverts bancaires figurent en dettes financières au passif du bilan.

Ces actifs financiers sont évalués à leur juste valeur par le biais du résultat.

4.3.5.2. Prêts et créances

Il s'agit pour le Groupe des autres actifs financiers non courants qui comprennent notamment des dépôts et cautionnements.

Ces prêts et créances sont valorisés à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale puis sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux effectif. Une dépréciation est enregistrée dès lors que la valeur recouvrable estimée est inférieure à la valeur comptable. La juste valeur correspond à la valeur nominale lorsque l'échéance de paiement n'est pas significative.

La valeur recouvrable des créances comptabilisées au coût amorti est égale à la valeur des flux de trésorerie futurs estimés, actualisée au taux d'intérêt effectif d'origine (c'est-à-dire au taux d'intérêt effectif calculé lors de la comptabilisation initiale). Les créances dont l'échéance est proche ne sont pas actualisées.

Une provision pour dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. Pour les créances clients, cette provision correspond à la part hors taxes de la créance qui n'est pas couverte par l'assurance-crédit.

Les créances cédées en garantie du financement reçu sont conservées à l'actif et le financement correspondant est enregistré sous la rubrique « mobilisation de créances » au sein des emprunts et dettes à court terme.

4.3.6. Trésorerie

La rubrique « trésorerie » comprend les liquidités, les dépôts bancaires à vues, les autres placements à court terme très liquides, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Les découverts bancaires figurent au passif courant en dettes financières tout comme les financements reçus dans le cadre de la mobilisation des créances.

4.3.7. Impôts différés et impôts sur les sociétés

En complément des impôts exigibles sont comptabilisés des impôts différés calculés sur les différences temporelles entre les bases fiscales et comptables des actifs et passifs.

Les actifs d'impôts différés sont comptabilisés dès lors qu'il est probable que des bénéfices imposables seront réalisés, permettant à l'actif d'impôt différé d'être utilisé. La valeur comptable des actifs d'impôts différés est revue à chaque clôture, de sorte que celle-ci sera réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre d'utiliser l'avantage de tout ou partie de ces actifs impôts différés.

Inversement, une telle réduction sera reprise dans la mesure où il devient probable que des bénéfices imposables suffisants seront disponibles.

La base d'impôts différés comptabilisés sur les déficits reportables concerne MARINE INTERIM et s'élèvent à 96 K€ à fin 2019.

Conformément à la pratique majoritaire des autres entreprises du secteur de l'intérim, la contribution sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) est présentée en impôts sur les sociétés.

4.3.8. Provisions

Une provision est comptabilisée au bilan lorsque le Groupe a une obligation actuelle juridique ou implicite résultant d'un événement passé et lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation.

4.3.9. Reconnaissance du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires correspond à la juste valeur des services vendus. Le chiffre d'affaires figure net de taxe sur la valeur ajoutée.

Les produits provenant des prestations de services sont comptabilisés dans le compte de résultat en fonction du degré d'avancement de la prestation à la date de clôture.

4.3.10. Avantages au Personnel

Provisions pour indemnité de fin de carrière

Les indemnités de fin de carrière ont fait l'objet d'une provision calculée conformément aux préconisations de la norme IAS 19R; il s'agit d'une méthode prospective avec calcul des droits au jour de la retraite ramené au prorata des droits acquis avec l'ancienneté au jour de la clôture. DLSI est soumis au régime à prestations définies.

Les salariés concernés par les indemnités de fin de carrière sont uniquement les cadres et employés, les intérimaires n'y ayant pas droits.

Ce calcul tient compte des paramètres financiers suivants :

	2019	2018
Age de départ	65 ans	70 ans
Turn-over	2,75 %	2,75 %
Taux d'augmentation	1 %	2 %
Taux d'actualisation	0,85 %	2 %
Charges sociales	40 %	40 %
Tableau de mortalité différent pour les hommes et les femmes	TH002 et TF0002	TH002 et TF0002

Les écarts actuariels sont comptabilisés pendant la période au cours de laquelle ils surviennent en autres éléments du résultat global.

Autres avantages à long terme

Le Groupe n'a pas d'obligation à long terme envers son personnel autres que les régimes de retraite.

4.3.11 Conversion des transactions en monnaies étrangères

Les états financiers des sociétés dont la monnaie fonctionnelle est différente de celle du Groupe sont convertis selon les méthodes suivantes :

- les postes du bilan sont convertis aux cours de clôture ;
- les postes du compte de résultat et du tableau des flux de trésorerie sont convertis aux cours moyens de l'exercice ;
- les différences de conversion sont portées directement dans les capitaux propres au sein du poste « différence de conversion ».

4.3.12 Dettes financières

Les emprunts et autres passifs porteurs d'intérêt sont initialement enregistrés pour leur juste valeur qui correspond au montant reçu, diminué des coûts de transaction directement attribuable aux emprunts concernés comme les primes et frais d'émission. Par la suite, ces emprunts sont comptabilisés selon la méthode du coût amorti en utilisant le taux d'intérêt effectif de l'emprunt.

Le taux effectif correspond au taux qui permet d'obtenir la valeur comptable d'un emprunt à l'origine en actualisant ses flux futurs estimés.

De même, les dettes fournisseurs sont évaluées à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale, puis au coût amorti.

Les dettes financières dont l'échéance est supérieure à un an sont présentées en dettes financières non courantes. Les dettes financières dont la date de remboursement est inférieure à un an sont présentées en dettes financières courantes.

4.3.13 Information sectorielle

Le groupe n'a qu'une seule activité significative. Sur la base des critères d'IFRS 8, le groupe n'a pas identifié de secteurs opérationnels distincts.

5. Détail de l'actif

5.1 Actif non courant

5.1.1 Goodwill

Montants en €	Valeurs Brutes	Amortissements	Valeurs Nettes	Valeurs Nettes N-1
Ecarts d'acquisition positifs				
A Nouveau	31 925 481		31 925 481	30 528 206
Mouvement de périmètre				
Nouvelle acquisition	715 789		715 789	1 397 275
Cession				
Ecart de conversion	52 680		52 680	
TOTAL	32 693 950		32 693 950	31 925 481

L'augmentation du Goodwill correspond à l'acquisition de la société MBT et vient s'allouer à l'UGT de la Suisse.

Les goodwill se ventilent comme suit :

en €	
Région	Valeur nette
ALSACE	477 534
ILE DE France	8 490 063
LORRAINE	761 194
LUXEMBOURG	1 126 084
NORD PAS DE CALAIS	1 541 842
NORMANDIE	2 213 384
PACA	4 700 773
PICARDIE	1 802 700
RHONES ALPES	6 190 777
SUISSE	5 389 599
TOTAL	32 693 950

5.1.2 Immobilisations incorporelles

Montants en €	Valeurs Brutes	Amortissements/ Dépréciations	Valeurs Nettes	Valeurs Nettes N-1
Frais d'établissement	128 381	128 381	0	0
Frais de recherche				
Concessions, brevets, licences	2 681 956	2 618 182	63 774	122 035
Droit au bail	67 433		67 433	67 433
Fonds de commerce				
Autres immobilisations incorporelles	3 174 032	2 247 816	926 216	979 006
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes s/ immo incorp.				
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	6 051 802	4 994 378	1 057 424	1 168 475

Montants en €	Valeurs Brutes	Amortissements	Valeurs Nettes
31 décembre N-1	6 006 443	4 837 969	1 168 474
Augmentations		252 760	-252 760
Diminutions			
Variations de périmètre	35 149	-96 351	131 500
Ecart de change	10 210		10 210
31 décembre N	6 051 802	4 994 378	1 057 424

5.1.3 Immobilisations Corporelles

Montants en €	Valeurs Brutes	Amortissements	Valeurs Nettes	Valeurs Nettes N-1
Terrains				
Constructions	6 841 846	1 345 785	5 496 061	
Installations tech, mat et outillages ind.				
Autres immobilisations corporelles	5 746 314	4 153 322	1 592 992	619 063
Immobilisations corporelles en cours				
Immeubles de placement				
Avances et acomptes s/ immo corp.				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	12 588 160	5 499 107	7 089 053	619 063

Montants en €	Valeurs Brutes	Amortissements	Valeurs Nettes
31 décembre N-1	4 360 625	3 741 562	619 063
Augmentations	1 252 760	2 052 815	-800 005
Droit d'utilisation	7 224 099	0	7 224 099
Diminutions	337 602	337 602	0
Variations de périmètre	37 528	0	37 528
Ecart de change	50 750	42 332	8 418
31 décembre N	12 588 160	5 499 107	7 089 053

5.1.4 Autres actifs non courants

Les autres actifs non courants au 31 décembre 2019 se décomposent comme suit :

Montants en €	Valeurs Brutes	Amortissements	Valeurs Nettes	Valeurs Nettes N-1
Titres de participations	40 000		40 000	40 000
Créances ratt. à des participations conso.				
Créances ratt. à des participations non conso.				
Autres titres immobilisés et prêts	78 389		78 389	84 583
Actifs financiers				
Autres immobilisations financières	1 038 678		1 038 678	1 027 282
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 157 067		1 157 067	1 151 865

Les autres immobilisations financières sont composées des cautions sur les baux commerciaux, ainsi que de la garantie délivrée aux entreprises de travail temporaire au Luxembourg pour un montant de 672 K€, qui est assurée par des dépôts bancaires en tant que caution donnée au Ministère du Travail. Ces dépôts bancaires sont rémunérés au taux variable d'environ 0,30 %.

5.2. Actif courant

5.2.1 Créances

31/12/2019

En €	Montant brut	Provisions	Montant net à fin 2018
Créances clients et comptes rattachés	49 242 484	606 241	48 636 243
Autres créances	20 835 359	48 800	20 786 559
TOTAL	70 077 843	655 041	69 422 802

En €	Montant brut	Provisions	Montant net à fin 2019
Créances clients et comptes rattachés	47 750 095	699 829	47 050 266
Autres créances	17 522 030	48 800	17 473 230
TOTAL	65 740 494	748 629	64 991 865

31/12/2018

En €	Montant brut	Provisions	Montant net à fin 2018
Créances clients et comptes rattachés	49 242 484	606 241	48 636 243
Autres créances	20 835 359	48 800	20 786 559
TOTAL	70 077 843	655 041	69 422 802

Les créances cédées en garantie du financement reçu sont conservées à l'actif et le financement correspondant est enregistré sous la rubrique « mobilisation de créances » (emprunts et dettes financières à court terme). Nos créances sont couvertes par des assurances crédit.

Les autres créances comprennent notamment des produits à recevoir au titre de la formation pour 382 K€ (compte 438700), des charges comptabilisées d'avance pour 547 K€, des créances fiscales et sociales pour 15 744 K€ (comprenant des créances d'impôts courant pour 14 424 K€).

6. Détail du passif

6.1. Passifs non courants

6.1.1 Provisions non courantes

Les provisions non courantes concernent les provisions pour retraites pour un montant de 976 902 €.

Un changement de méthode a conduit à une réévaluation de 140 000 € de la provision pour retraites à l'ouverture.

Il convient de se référer aux explications données au paragraphe 4.3.10.

Montants en €	A Nouveau	Mouv. de Périmètre	Augmentation	Reprises Utilisées	Reprises non Utilisées	Autres Variations	Ecarts de conversion	Solde
Prov. pour pensions	458 561	140 000	395 707	17 366				976 902
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	458 561	140 000	395 707	17 366				976 902

Provisions non courantes (en €)	31/12/2017		Dotations de l'exercice	Modif. taux d'actualisation	Reprises non utilisées	31/12/2018
Provisions pour avantages au personnel	466 907		15 703	0	24 049	458 561
Total	466 907		15 703	0	24 049	458 561

6.1.2 Emprunts et dettes financières

Ce montant représente la part à plus d'un an des emprunts et dettes financières à plus d'un an à l'origine.

Les emprunts et dettes financières s'analysent ainsi à la clôture :

Montants en €	Courant	Non courant	Total
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts auprès des établissements de crédit	3 690 688	1 950 289	5 640 977
Emprunts auprès des établissements de crédit CT			
Total ICNE	177 534		177 534
Dettes financières diverses	5 132 457		5 132 457
Dettes financières Locations IFRS 16	1 526 066	4 677 427	6 203 493
Concours bancaires courants	2 078 185		2 078 185
TOTAL EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES	12 604 930	6 627 716	19 232 646
TOTAL TRESORERIE	8 766 557	0	8 766 557
ENDETTEMENT FINANCIER NET	3 838 373	6 627 716	10 466 089
TOTAL CICE MOBILISABLE	14 424 000	0	14 424 000
ENDETTEMENT FINANCIER NET DE CICE MOBILISABLE	-10 585 627	6 627 716	-3 957 911

L'endettement financier net tel que défini par le groupe DLSI correspond aux montants figurant au passif du bilan sous les postes emprunts et dettes financières à long terme et emprunts et dettes financières à court terme, diminués des instruments dérivés actif et de la trésorerie et équivalents de trésorerie.

Les montants des emprunts auprès des établissements de crédit se ventilent comme suit :

- ✓ DLSI SA : 4 926 955 € (dont 1 950 289 € à plus d'un an)
- ✓ PEMSA : 714 022 €

Données en Euros

DETTES AU 31 décembre 2018	Part courante	Part non courante	Total
Emprunts	3 062 798	4 833 063	7 895 861
Mobilisation de créances	6 066 930		6 066 930
Découverts	0		0
Autres dettes financières	4 125 797		4 125 797
Emprunts et dettes financières	13 255 525	4 833 063	18 088 588

6.1.3 Contrats de location IFRS 16, le Groupe comme preneur

Le Groupe applique la norme IFRS 16 "Contrats de location" à compter du 1^{er} janvier 2019. Cette norme impose pour chaque contrat de location où le Groupe est preneur hors quelques exceptions, la comptabilisation d'un actif au titre du droit d'utilisation pour les contrats de location antérieurement classés en tant que contrats de location simple en application d'IAS 17 en contrepartie d'une dette de location équivalente à la valeur actualisée des paiements restants du contrat. Le Groupe actualise la dette de location des contrats au taux d'emprunt marginal en tenant compte la durée résiduelle des contrats à la date de première application de la norme. Les options retenues par le Groupe au titre de la transition sont décrites dans la note 2.1.

Le Groupe évalue si un contrat est un contrat de location selon la nouvelle norme IFRS 16 à la date d'entrée en vigueur dudit contrat. Cette évaluation requiert l'exercice du jugement pour apprécier si le contrat porte sur un actif spécifique, obtient la quasi-totalité des avantages économiques liés à l'utilisation de l'actif et a la capacité de contrôler l'utilisation de cet actif.

Les contrats conclus par le Groupe entrant dans le champ d'application de cette norme concernent principalement des locations immobilières et des véhicules.

Conformément aux dispositions de la norme, le Groupe a choisi de recourir aux deux simplifications pratiques offertes par la norme à savoir ne pas appliquer les dispositions de la norme aux contrats de location dont :

- l'actif sous-jacent est de faible valeur ; le Groupe a retenu comme seuil pour cette catégorie une valeur à neuf de 5 000 euros ;
- la durée initiale du contrat est inférieure ou égale à 12 mois.

Les actifs liés au droit d'utilisation sont inclus au poste immobilisations corporelles et la dette de location figure au poste Emprunts et dettes financières à court terme pour la partie inférieure à un an, et Emprunts et dettes financières à long terme pour la partie supérieure à un an (cf. note 6.1.2.). Les charges d'intérêts sur les obligations locatives sont présentées dans le résultat financier en note 7.4.

Les actifs liés au droit d'utilisation se détaillent comme suit :

	Baux commerciaux	Véhicules	Autres	Total
<i>(en euros)</i>				
Valeur nette au 01/01/2019*	6 407 109	816 990		7 224 099
Investissements	434 737	343 813		778 551
Cessions et mises hors service				
Amortissements et dépréciations	-1 345 785	-452 352		-1 798 137
Valeur nette au 31/12/2019	5 496 062	708 451		6 204 513
Valeur brute	6 841 847	1 160 803		8 002 650
Cumul des amortissements et dépréciations	-1 345 785	-452 352		-1 798 137

* Après première application de la norme IFRS 16 (cf. note 1.3)

6.2. Passifs courants

6.2.1 Provisions d'exploitation

Les provisions d'exploitation concernent les litiges sociaux.

Montants en €	A Nouveau	Mouv. de Périmètre	Augmentation	Reprises Utilisées	Reprises non Utilisées	Autres Variations	Ecart de conversion	Solde
Prov. pour perte de change	35 802							35 802
Prov. autres risques	314 637		246 000	250 000				310 637
Total Prov. pour risques	350 439		246 000	250 000				346 439
Prov. pour impôts	45 467		11 367					56 834
Prov. pour autres charges	24 014			24 770			756	
Total Prov. pour charges	69 481		11 367	24 770			756	56 834
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	419 920		257 367	274 770			756	403 273

Pour rappel, l'évolution des provisions d'exploitation de l'an dernier se présentait comme suit :

Données en €

Provision d'exploitation	31/12/2017	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées	31/12/2018
Autres provisions	511 615	295 467	387 161		419 921
Total	511 615	295 467	387 161	0	419 921

6.2.2 Autres passifs

Les autres passifs se décomposent comme suit au 31 décembre 2019 :

Montants en €	Courant	Non Courant
Fournisseurs et comptes rattachés	4 643 161	
Avances et acomptes reçus	847 798	
Dettes sociales	24 416 111	
Dettes fiscales	13 134 830	
Dettes participations des salariés	540 744	
Dettes diverses	1 763 382	
Produits constatés d'avance	4 400	
TOTAL AUTRES DETTES	45 350 426	

Les autres passifs se décomposent comme suit au 31 décembre 2018 :

DETTES AU 31 décembre 2018 (en €uros)	Part courante	Part non courante
Dettes fournisseurs	4 778 076	
Dettes fiscales et sociales	42 278 804	
Autres dettes	570 475	
TOTAL	47 627 355	

7. DETAIL DU COMPTE DE RESULTAT

7.1. Chiffre d'affaires par pays

En K€	2019	2018
CA France	158 536	161 174
CA Allemagne	6 056	6 824
CA Luxembourg	5 314	5 905
CA Suisse	62 219	56 248
CA Pologne	36	10
TOTAL	232 161	230 161

7.2. Charges de personnel et ventilation des effectifs

Ventilation	31/12/2019	31/12/2018
Dirigeant	1	1
Cadres	81	77
Employés	176	172
Intérimaires	4819	4807
Effectif total	5077	5057

Le calcul des effectifs moyen est déterminé de la manière suivante :

France : le nombre de salariés est égal au nombre d'heures prestées / 12 / 140 heures

Allemagne : le nombre de salariés est égal au nombre d'heures prestées / 12 / 160 heures

Luxembourg : le nombre de salariés est égal au nombre d'heures prestées / 12 / 160 heures

Les charges de personnel s'élèvent à un total de 208 740 K€ soit 167 393 K€ de salaires et traitements, 40 118 K€ de charges et 1 229 K€ de participation.

7.4. Autres produits et charges financières

Montants en K€	Valeurs Année N	Valeurs Année N-1
Autres produits de participation	4 467	4 707
Revenus des autres créances et VMP	1 632	1 526
Gains de change	1 232	-1
Autres produits financiers	5 221	19 224
Reprises sur prov. et amort. financiers	5 653	1 935
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	18 205	27 391
Intérêts et charges financiers	411 987	393 207
Pertes de change	-68 994	-32 286
Autres charges financières	2	186 962
TOTAL CHARGES FINANCIERES	342 995	547 883
RESULTAT FINANCIER	-324 790	-520 492

7.5. Charges d'impôts

La charge d'impôt se décompose comme suit :

En €	2019	2018
Impôt courant	-4 965 664	-2 903 199
Impôt différé	216 136	-64 150
Total	-4 749 528	-2 967 349

En 2019, les impôts courants incluent la contribution sur la valeur ajoutée des entreprises pour un montant de 2 481 K€ contre 2 216 K€ en 2018.

Preuve d'impôts sur les Bénéfices 2019 :
(En K€)

Résultat net des sociétés intégrées	4 864
Charge d'impôt	4 750
Résultat net taxable	9 613
Taux d'impôt normal	25,00%
Charge d'impôt théorique	2 403
Différences temporaires	0
Différences permanentes	71
Incidences des différences fiscales	71
Retraitements sans incidence sur l'impôts	71
Elimination des dividendes intragroupes	0
Amortissements des écarts d'acquisition et fonds de commerce	-9
Ecart entre les plus-values sociales et consolidées	0
Provision groupe	0
Incidences des écritures de consolidation	62
CVAE nette	1 861
Imputation de reports déficitaires et ARD	0
Crédit d'impôt et autres imputations	-33
Déficits créés sur l'exercice	9
Activation des reports déficitaires	0
Régime fiscal société étrangère	-117
Incidences de la situation fiscale	1 720
Incidence de la variation du taux d'impôt	493
Charge d'impôt réelle théorique	4 750
Charge d'impôt réelle comptabilisée	4 750

Preuve d'impôts sur les Bénéfices 2018 :
(En K€)

Résultat avant impôt	10 287	
Impôt à 28 %	2 880	
Impôts comptabilisés IFRS	2 967	
Différence		87
<i>Analyse de la différence</i>		
Différences de taux d'imposition	113	
Différences Permanentes	0	
Contribution sur la valeur ajoutée (CVAE)	2 193	
Effet IS de la CVAE	-614	
CICE	0	
Effet IS du CICE	-1 611	
Différence IS DLSI	63	
Contrôle fiscal	0	
Taxe de 3% s/dividendes	0	
Effet IDR	0	
Autres	-57	
Total des Différences		87

Actifs et passifs d'impôts différés ventilés par catégories

Au bilan, les actifs et passifs d'impôts différés se présentent comme suit :

Nom de la société (montants en K€)	Engagement retraite	Clientèle	IFRS 16	Décal. Temp	Taux	ID
	N	N	N	N		2019
DLSI SA	915	-640	-1	1 349	25,00%	406
MARINE	0	0	0	96	25,00%	24
TERCIO	55	0	0	99	25,00%	39
PEMSA	0	-286	0	0	22,00%	-63
Total 2019	970	-926	-1	1 544		405
Total 2018	126	-72	0	97		151

7.6. Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le bénéfice net revenant aux actionnaires de la société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation.

	2019	2018
Résultat en € (part du groupe)	4 802 251	7 193 277
Nombre d'actions	2 541 490	2 541 490
Résultat de base par action (en euros)	1,89	2,83
Nombre d'actions gratuites potentielles	0	0
Résultat dilué par action (en euros)	1,89	2,83

7.7. Etat du résultat global

Le résultat global est lié aux variations de change, en particulier avec le franc suisse, et aux écarts des hypothèses actuarielles relatives aux indemnités de départ à la retraite.

8. PARTIES LIEES

8.1 Rémunération des administrateurs et dirigeants mandataires sociaux

Au titre des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2018, la rémunération des administrateurs et dirigeants mandataires sociaux a été la suivante :

31/12/2019

Données en €

Nom	Fonction	Années	Rémunération fixe	Rémunération variable	Jetons de présence	Avantages en nature	Régimes complémentaires de retraite	Total
Raymond DOUDOT	Président conseil de surveillance	2019	0	0	105 233	0	0	105 233
Laurent LUTZ	Membre du Conseil de surveillance	2019	109 862	0	4 000	5 995	0	119 857
Jean-Marie NANTERN	Membre du Conseil de surveillance	2019	0	0	4 000	0	0	4 000
Thierry DOUDOT	Président du directoire	2019	152 702	0	0	7 062	0	159 764
Total		2019	262 564	0	113 233	13 057	0	388 854

31/12/2018

Données en €

Nom	Fonction	Années	Rémunération fixe	Rémunération variable	Jetons de présence	Avantages en nature	Régimes complémentaires de retraite	Total
Raymond DOUDOT	Président conseil de surveillance	2018	0	0	132 000	0	0	132 000
Laurent LUTZ	Membre du Conseil de surveillance	2018	102 682	0	4 000	5 952	0	112 634
Jean-Marie NANTERN	Membre du Conseil de surveillance	2018	109 909	0	4 000	6 046	0	119 955
Thierry DOUDOT	Président du directoire	2018	145 200	0	0	7 956	0	153 156
Total		2018	357 791	0	140 000	19 954	0	517 745

Les administrateurs et dirigeants mandataires sociaux de D.L.S.I. ne perçoivent aucune rémunération de la société RAY INTERNATIONAL S.A., actionnaire majoritaire de D.L.S.I.

D.L.S.I. n'a pris aucun engagement de quelque nature que ce soit au bénéfice de ses mandataires sociaux correspondant à des éléments de rémunération, des indemnités ou des avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la prise, de la cessation ou du changement de ces fonctions ou postérieurement à celles-ci.

Aucune action gratuite n'est prévue pour les organes de Direction.

8.2 Relations avec les parties liées

	2019	
En euros	Produits	Charges
Ray International SA	-	264 000
Total	-	264 000

	2018	
En euros	Produits	Charges
Ray International SA	-	264 000
Total	-	264 000

Au 31 décembre 2019, la dette envers Ray International s'élève à 5 132 K€ (versus 4 106 K€ au 31 décembre 2018).

Les ventes et les achats avec les parties liées sont réalisés au prix de marché. Les soldes en cours à la fin de l'exercice ne sont ni garantis, ni porteurs d'intérêts et les règlements se font en trésorerie. Il n'y a pas eu de garantie fournie ou reçue pour les créances et les dettes sur les parties liées.

9. ENGAGEMENTS HORS BILAN

9.1. Engagements reçus

Garanties d'Actif et de Passif

Pour l'acquisition de la société C2A CONSEIL en juillet 2015, la précédente actionnaire (Madame AYEL) a consentie des garanties d'actif et de passif. Une garantie autonome de paiement nous a été remise avec les montants suivants :

- Une garantie de 100 000 € valable du 1^{er} juillet 2016 au 31 décembre 2018

Suite à l'acquisition de la société EMO France en juin 2017, le précédent actionnaire (société AFIRC et Mr Xavier CHARCOSSET à titre personnel) a consenti des garanties d'actif et de passif. Une garantie autonome de paiement nous a été remise avec les montants suivants :

- Une somme de 1 000 000 € valable du 9 juin 2017 au 8 juin 2018
- Une somme de 750 000€ valable du 9 juin 2018 au 8 juin 2019
- Une somme de 500 000€ valable du 9 juin 2019 au 30 juin 2020

Suite à l'acquisition des sociétés EXELTEAM et MPC en octobre 2018, le précédent actionnaire (Mr et Mme PRUAL) ont consenti des garanties d'actif et de passif. Une garantie autonome de paiement nous a été remise avec les montants suivants :

Pour EXELTEAM :

- Une somme de 400 000 € valable du 28 janvier 2019 au 15 janvier 2020
- Une somme de 260 000 € valable du 16 janvier 2020 au 15 janvier 2021
- Une somme de 130 000 € valable du 16 janvier 2021 au 15 janvier 2022

Pour MPC :

- Une somme de 200 000 € valable du 28 janvier 2019 au 15 janvier 2020
- Une somme de 140 000 € valable du 16 janvier 2020 au 15 janvier 2021
- Une somme de 70 000 € valable du 16 janvier 2021 au 15 janvier 2022

9.2. Engagements donnés

Une banque s'est portée garante de DLSI Luxembourg à concurrence de K€ 1 370 envers le ministère du Travail et de l'Emploi luxembourgeois ainsi qu'à concurrence de K€ 9 envers un bailleur. Ces engagements bancaires sont garantis par des sûretés conférées sur les comptes de la société ouverts auprès de cette banque et présentant au 31 décembre 2018 un solde de K€ 367.

DLSI SA a une garantie financière délivrée par BNP PARIBAS pour un montant de 12 277 492.20 €.

10. Honoraires des commissaires aux comptes

En €	Année 2019		Année 2018	
	EY	Account Audit	EY	Account Audit
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés - Société mère - Filiales intégrées globalement	41 000	41 000 8 990	40 500	40 500 8 990
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes - Société mère - Filiales intégrées globalement				
Total	41 000	49 990	40 500	49 490

11. Evénements postérieurs

En France, l'épidémie de coronavirus COVID-19 donne lieu à de multiples mesures préventives (confinements, quarantaines, suspension des déplacements et événements professionnels...) pour en limiter la propagation. Les mesures actuelles et à venir, compte tenu du caractère évolutif de la situation, sont susceptibles d'avoir des conséquences significativement défavorables sur les revenus, la performance financière ainsi que les actifs et passifs de la société.

À la date d'arrêté des états financiers consolidés par le Directoire du 15 avril 2020, dans un contexte d'épidémie de Covid-19, l'impact de celle-ci sur la situation financière du Groupe depuis le 16 mars 2020 se traduit par une baisse de 75% de son activité en France et de 85% à l'international. Il est encore difficile d'évaluer l'impact global sur l'année dans la mesure où celui-ci dépendra de la durée de l'épisode viral et de la vitesse à laquelle l'activité reprendra après cet événement.

Compte tenu de ce contexte incertain, le Groupe prend toutes les mesures nécessaires pour garantir son accès à la liquidité. Le Groupe dispose de plus de 15 M€ de trésorerie ce qui lui permet de couvrir ses besoins prévisionnels de financement. En outre, si besoin, le Groupe a notamment la capacité de demander le préfinancement du CICE pour les années 2016 à 2018 pour un montant d'environ 10 M€.

12. Catégories d'actifs et de passifs financiers

La juste valeur des actifs et passifs au coût amorti n'est pas significativement différente de leur valeur comptable.

en K€	Ventilation par catégories d'instruments financiers					
	Au 31.12.2019	Juste valeur par résultat (1)	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés de couverture
Autres actifs financiers	1 157	0	0	1 157	0	0
Clients et comptes rattachés	47 050	0	0	47 050	0	0
Autres créances et charges constatées d'avance.	17 473	0	0	17 473	0	0
Autres actifs financiers courants						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8 767	8 767	0	0	0	0
Total des actifs financiers	74 447	8 767	0	65 680	0	0
Emprunts et dettes financières à long terme						
Fournisseurs et comptes rattachés	-				0	
Autres dettes et produits constatés d'avance	4 643	0	0	0	4 643	0
Autres dettes et produits constatés d'avance	40 885	0	0	0	40 885	0
Emprunts et dettes financières à court terme	19 065	19 065	0	0	0	0
Total des passifs financiers	64 593	19 065	0	0	45 528	0

(1) désignés comme tel à l'origine

en K€	Ventilation par catégories d'instruments financiers					
	Au 31.12.2018	Juste valeur par résultat (1)	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés de couverture
Autres actifs financiers	1 109	0	0	1 109	0	0
Clients et comptes rattachés	48 636	0	0	48 636	0	0
Autres créances et charges constatées d'avance.	20 786	0	0	20 786	0	0
Autres actifs financiers courants						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9 559	9 559	0	0	0	0
Total des actifs financiers	80 090	9 559	0	70 531	0	0
Emprunts et dettes financières à long terme						
Fournisseurs et comptes rattachés	-				0	
Autres dettes et produits constatés d'avance	4 778	0	0	0	4 778	0
Autres dettes et produits constatés d'avance	42 849	0	0	0	42 849	0
Emprunts et dettes financières à court terme	18 088	18 088	0	0	0	0
Total des passifs financiers	65 715	18 088	0	0	47 627	0

(1) désignés comme tel à l'origine

13. Gestion du risque financier

13.1 Introduction

Les principaux passifs financiers du Groupe sont constitués de découverts bancaires et de dettes fiscales et sociales. L'objectif principal de ces passifs financiers est de financer les activités opérationnelles du Groupe. Le Groupe détient d'autres actifs financiers tels que des créances clients, de la trésorerie et des dépôts à court terme qui sont générés directement par ses activités.

A ce jour, le Groupe n'a pas contracté d'instruments dérivés, tels des swaps de taux d'intérêt.

Les risques principaux attachés aux instruments financiers du Groupe sont :

- le risque de crédit
- le risque de liquidité
- le risque de marché

Cette note présente des informations sur l'exposition du Groupe à chacun des risques ci-dessus, ses objectifs, sa politique et ses procédures de mesure et de gestion des risques, ainsi que sa gestion du capital. Des informations quantitatives figurent à d'autres endroits dans les états financiers consolidés.

Il incombe au Conseil de Direction de définir et superviser le cadre de la gestion des risques du Groupe. La politique de gestion des risques du Groupe a pour objectif d'identifier et d'analyser les risques auxquels le Groupe doit faire face, de définir les limites dans lesquelles les risques doivent se situer et les contrôles à mettre en œuvre, de gérer les risques et de veiller au respect des limites définies.

13.2 Risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque de perte financière pour le Groupe dans le cas où un client viendrait à manquer à ses obligations contractuelles. Ce risque provient essentiellement des créances clients et des titres de placement.

13.2.1 *Clients et autres débiteurs*

La politique du groupe est de vérifier la santé financière de tous les clients qui souhaitent obtenir des conditions de paiement à crédit.

Les contrats passés entre DLSI et ses clients font l'objet de garantie, une demande de couverture d'assurance-crédit est systématiquement demandée auprès de nos assureurs et uniquement après avoir obtenu un encours le personnel est mis à disposition.

De plus, les soldes clients font l'objet d'un suivi permanent. Par conséquent l'exposition du Groupe aux créances irrécouvrables n'est pas significative.

L'exposition du Groupe au risque de crédit est influencée principalement par les caractéristiques individuelles des clients. Aucun client ne représentant plus de 2 % des produits du Groupe, il n'y a pas de concentration du risque de crédit. Les éléments quantitatifs concernant les créances commerciales ainsi que l'antériorité des créances courantes sont précisés en note 13.2.4.

Le Groupe détermine un niveau de dépréciation qui représente son estimation des pertes encourues relatives aux créances clients et autres débiteurs ainsi qu'aux placements. La principale composante de cette dépréciation correspond à des pertes spécifiques liées à des risques significatifs individualisés.

13.2.2 Placements

Concernant le risque de crédit relatif aux autres actifs financiers du Groupe (trésorerie, équivalents de trésorerie), DLSI place ses excédents de trésorerie au travers d'un placement de sicav financière au jour le jour et de manière délocalisée à savoir directement par la BPLC en temps réel. Le risque de contrepartie lié à ces placements est considéré comme marginal.

13.2.3 Garanties

La politique du Groupe est de n'accorder aucune garantie financière à des sociétés ne faisant pas partie à 100 % du Groupe.

13.2.4 Exposition au risque de crédit

A fin 2014, la part préfinancée du CICE était présentée à l'actif, en autres créances pour 5 900 K€ et au passif en compte de dettes financières pour le même montant.

A fin 2015, la part du CICE préfinancée auprès de la BPI a été compensée pour 9 711 K€.

Au cours de l'exercice 2017, le préfinancement du CICE de 2013 a été soldé par l'administration ce qui fait qu'à ce jour la compensation est de 7 211 K€.

Au cours de l'exercice 2018, le préfinancement du CICE de 2014 a été soldé par l'administration ce qui fait qu'à ce jour la compensation est de 3 405 K€

La valeur comptable des actifs courants représente l'exposition maximale au risque de crédit. L'exposition maximale au risque de crédit à la date de clôture est la suivante:

<i>en k€</i>	Au 31.12.2019	Au 31.12.2018
prêts et créances	64 601	69 422
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8 767	9 559
Total des actifs courants	73 368	78 981

L'antériorité des créances courantes se présente ainsi au 31 décembre 2018 :

<i>en k€</i>	Au 31.12.2019	Au 31.12.2018
Créances non échues	52 031	52 400
Créances échues et non dépréciées	12 570	17 022
- Depuis 1 à 30 jours	9 296	12 645
- Depuis 31 à 90 jours	2 949	2 918
- Depuis 91 à 180 jours	325	1 459
- Depuis 181 à 360 jours	-	-
- Depuis plus de 360 jours	-	-
Total	64 601	69 422

13.3 Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que le Groupe éprouve des difficultés à honorer ses dettes lorsque celles-ci arriveront à échéance.

La trésorerie est suivie quotidiennement. Ayant une politique rigoureuse et journalière de notre trésorerie, les risques et tensions sont peu probables, car notre groupe a peu d'engagement hors activité normale.

<i>en k€</i>	Montant au bilan au 31.12.2019	Total des échéances contractuelles au 31.12.2019	0-1 an	1-2 ans	2-3 ans	3-4 ans	4-5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts bancaires	5 641	5 641	3 691	1 950				-
Participation	-	-	-	-				-
comptes-courants	5 132	5 132	5 132					
Dettes locations IFRS 16	6 203	6 203	1 526	4 677				
concours bancaires courants	2 078	2 078	2 078					
Total emprunts et dettes financières	19 054	19 054	12 427	6 627	0	0	-	-
Fournisseurs et comptes rattachés	4 643	4 643	4 643					
Autres dettes et produits constatés d'avance	40 885	40 885	40 885					
Total	64 582	64 582	57 955	6 627	0	0		-

L'échéancier des prêts et créances se présente ainsi au 31 décembre 2019 :

<i>en k€</i>	Total des échéances contractuelles au 31.12.2019	0-1 an	1-2 ans	2-3 ans	3-4 ans	4-5 ans	Plus de 5 ans
Créances rattachées à des participations						-	
Prêts	78		78			-	
Comptes courants							
Dépôts et cautionnement	1 038		1 038				
Clients et comptes rattachés	47 050	47 050				-	-
Autres créances	17 473	7 320	5 502	4 651			
Total	65 639	54 370	6 618	4 651	0		-

13.4 Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque que des variations de prix de marché, tels que les cours de change, les taux d'intérêt et les prix des instruments de capitaux propres, affectent le résultat du Groupe ou la valeur des instruments financiers détenus. La gestion du risque de marché a pour objectif de gérer et contrôler les expositions au risque de marché dans des limites acceptables, tout en optimisant le couple rentabilité / risque.

13.4.1 Risque de taux d'intérêt

En complément de sa capacité d'autofinancement, DLSI a recours à l'endettement pour financer son programme d'acquisitions.

Le risque de taux relatif à la dette n'est pas significatif à ce jour. Les emprunts sont réalisés sur une période de 48 mois.

13.4.2 Risque de change

D'une façon générale, le Groupe est peu exposé aux risques de change

Les monnaies dans lesquelles les transactions sont essentiellement libellées sont l'Euro (€), le Franc Suisse, et le Zloty.

D'une manière générale, nous recherchons toujours le taux de financement interbancaire le plus intéressant et dans une monnaie dans laquelle nous possédons des avoirs.

La répartition par devise des actifs financiers, nets des passifs financiers, est la suivante :

Euros : en K€ 926
 CHF : en KCHF 251

14. Gestion du capital

La politique du Groupe consiste à maintenir un financement par capitaux propres important, afin de soutenir le développement futur de l'activité. Le Directoire sous le contrôle du Conseil de surveillance, veille au niveau des dividendes versés aux porteurs d'actions ordinaires.

Le Groupe gère son capital dans l'esprit de rémunérer les actionnaires et d'assurer un équilibre raisonnable entre les capitaux propres et l'endettement financier.

L'endettement financier net tel que défini par le groupe correspond aux montants figurant au passif du bilan sous les postes emprunts et dettes financières à long terme (y compris dettes relatives à la norme IFRS 16) et emprunts et dettes financières à court terme, diminués de la trésorerie et du montant du CICE mobilisable.

Le ratio d'endettement net de 0,18 en 2018 est passé à 0,21 en 2019.

Durant l'exercice, le Groupe n'a pas modifié sa politique en matière de gestion du capital.

Ni la société, ni ses filiales ne sont soumises, en vertu de règles extérieures, à des exigences spécifiques.